

Lettre aux 500 000 (futurs) élus municipaux

# Comment reprendre du pouvoir sur la gestion de la pénurie ?

Synthèse de la visio du 5 juin 2025  
avec une quarantaine de (futurs) élus locaux et d'agents

# Rappel du point de départ : la nécessité de travailler ce sujet dans le cadre des municipales

Principaux messages de la dernière [Lettre aux 500 000 futurs élus locaux](#)

- Le constat partagé par les élus sortants d'un **décalage entre le mandat projeté et le mandat vécu** : « *on vient pour impulser des projets, et en réalité on passe notre quotidien à maintenir un flot un bateau qui prend l'eau de toute part.* » (élue locale, Savoie)
- Le risque que la campagne et la construction du programme accentue encore cet écart, en invitant à **promettre toujours plus** : « *on veut proposer le meilleur, sans être en capacité de s'assurer qu'on aura les moyens de mettre en œuvre toutes ces propositions.* » (élue locale, Essonne)
- Un décalage qui décrédibilise le politique et suscite la défiance des citoyens : les élus leur promettent des améliorations, alors qu'ils vivent au quotidien les conséquences du manque de moyens.

=> Pour surmonter ce grand écart qui met tout le monde en souffrance, il faut replacer la question des ressources au centre de la réflexion programmatique.

**Comment garantir qu'on a les moyens de nos ambitions (ou vice versa) ?**

# Ne pas subir l'austérité, c'est assumer de faire des choix... Et de les justifier !

Un refus **d'anticiper la pénurie**, qui conduit systématiquement à la gérer dans l'urgence, au risque de l'improvisation et/ou de la centralisation :

- « *Comme on navigue à vue sur nos recettes, on reporte nos arbitrages en espérant de bonnes nouvelles... qui n'arrivent pas. C'est difficile de penser notre action en économie stationnaire.* » (élu local, Jura)
- « *J'étais élue dans la majorité, mais j'ai fini par claquer la porte car on n'avait jamais notre mot à dire sur les décisions budgétaires.* » (candidate, Rhone)

Une difficulté à assumer politiquement la réduction de certaines ressources, qui empêche les élus de **faire des choix**

- « *En conseil de quartier ou en conseil municipal, personne ne demande au maire d'en faire moins. Les débats portent toujours sur les dépenses à faire en plus.* » (agent public, Essonne)
- « *La règle c'est -5% sur toutes les dépenses, mais c'est absurde. Où est la politique dans tout ça ?* » (candidate, Rhône)
- « *On raisonne par blocs de compétence, ce qui conduit chaque élu à défendre « son » budget au lieu de porter une vision politique systémique.* » (élue locale, Essonne)

**Pendant la campagne : comment  
assumer de faire moins avec  
moins ?**

# Sur quoi faut-il assumer de faire moins ?

La question de l'usage des ressources restent un **angle mort** de la campagne, ce qui génère des **incohérences** pour la suite du mandat.

- « *Dans les communes rurales il y a un gros sujet sur le coût d'entretien des églises mais personne n'en parle. Que faire de ce patrimoine dont les usages diminuent ? Ce serait un beau sujet de campagne* » (association, Wallonie)
- « *Les élus en place en font des tonnes sur le besoin de couper dans les dépenses, tout en proposant des projets d'investissement à coups de millions d'euros et ça passe.* » (candidat, Haute-Vienne)

Tout le monde s'accorde pour dire que le sujet n°1 c'est **la voirie** ... et pourtant rares sont ceux qui s'y attaquent.

- « *L'entretien des routes constitue le principal poste de dépenses pour les communes rurales. Pourtant il est rarement requestionné. On a du mal à politiser les choix de gestion* » (candidat, Haute-Vienne)
- « *On a 25 000 euros / an consacrés à la voirie, ce qui revient à pouvoir agir sur 200 mètres de linéaires sur nos routes de montagne. En sachant qu'au bout de 3 ans le bitume craque de nouveau.* » (élu sortant, Jura)

# « Faire moins » peut aussi être synonyme de « faire mieux » : reste à savoir sur quoi ?!

La conviction que le renoncement ou les coupes peuvent avoir **des vertus**, à **explicitier** dans le cadre de la campagne

- En terme écologique : « *Mettre moins d'enrobés sur la route ou couper moins souvent l'herbe, c'est porteur d'une vision de l'avenir, orientée sur la frugalité.* » (élue locale dans l'Essonne)
- En matière de lien social : « *Sur certains sujets comme la culture ou les espaces verts, une mise en retrait de l'acteur public peut signifier une mise en mouvement des citoyens, à l'instar de ce qui s'est passé pour les Communs de Bologne.* » (candidat dans le Morbihan)

Tirer le fil de la **gestion différenciée des espaces verts** (qui consiste à adapter l'entretien des espaces en fonction de leur nature, de leur situation et de leur usage) pour rechercher sur quoi la frugalité peut porter.

- Les espaces verts, la voirie, la propreté, l'éclairage public, la collecte des déchets, ... quels sont les services publics sur lesquels il est audible (voire souhaité) pour les électeurs de réduire le niveau de service ?
- La nécessité d'inverser la charge de la preuve, pour démontrer que le maintien de niveau de service maximum « partout / tout le temps » a des effets pervers.

# Raconter qu'on ne pourra pas tout faire en même temps

Derrière le renoncement, l'enjeu de la **hiérarchisation** (des enjeux, des publics et des temporalités)

- « *Dans mon territoire, il y a un tel retard en matière d'action publique qu'il est difficile d'assumer des coupes fièrement. Mais on peut quand même assumer qu'on ne pourra pas tout faire en même temps et qu'on doit prioriser* » (élue, Bouches-du-Rhône)
- Un programme, c'est aussi raconter **ce par quoi on va commencer** et ce qu'il faudra peut-être remettre à plus tard faute de moyens ?

Mettre ces potentielles réductions en débat lors de la campagne, c'est aussi un moyen d'en **cerner les effets pour les citoyens** et voir comment ils se positionnent

- Quand on retarde les travaux de rénovation d'une école, qu'on éteint l'éclairage public ou qu'on arrête d'entretenir une route ou une pelouse, qu'on ferme une piscine, qui en fait les frais ? Avec quelles conséquences ?
- « *La priorisation des coupes est loin d'être neutre, elle impacte directement les citoyens et mérite d'être débattue avec eux en comparant les choix par les différents candidats* » (agent publique dans la Manche).

**Pendant le mandat : quelle alternative au coup de rabet indifférencié (et inégalitaire) ?**

# Clarifier le partage des rôles entre élus et services sur la définition des coupes

En cas de coupes budgétaires, les élus adoptent le registre du « bon gestionnaire » avec un **discours technique qui évacue les enjeux politiques**

- « *On manque d'éléments d'objectivation, notamment sur les coûts de fonctionnement induits et sur les coûts de l'inaction. Ce seraient pourtant des informations utiles pour prioriser les projets.* » (agent publique d'Etat)
- « *On est surtout dans une recherche d'optimisation des dépenses, pour réussir à faire plus avec moins. Mais jusqu'où cette logique tient-elle ?* » (élue en Val-de-Marne)

Le rôle des (futurs) élus, c'est surtout de **requestionner la priorisation des besoins** face à la raréfaction des ressources

- « *Les services sont les mieux placés pour améliorer l'efficacité des dépenses. Mais quand il s'agit de se prononcer sur l'opportunité de chaque dépense, on a **besoin de délibération politique.*** » (agent en Essonne)
- « *On pourrait imaginer interroger les citoyens sur la hiérarchisation des coupes budgétaires, sur le même principe que les budgets participatifs* » (candidate, Rhône) : quelles sont les dépenses qui sont le plus en décalage avec vos besoins ?

# Retrouver des marges de manœuvres en travaillant la cohérence du projet politique

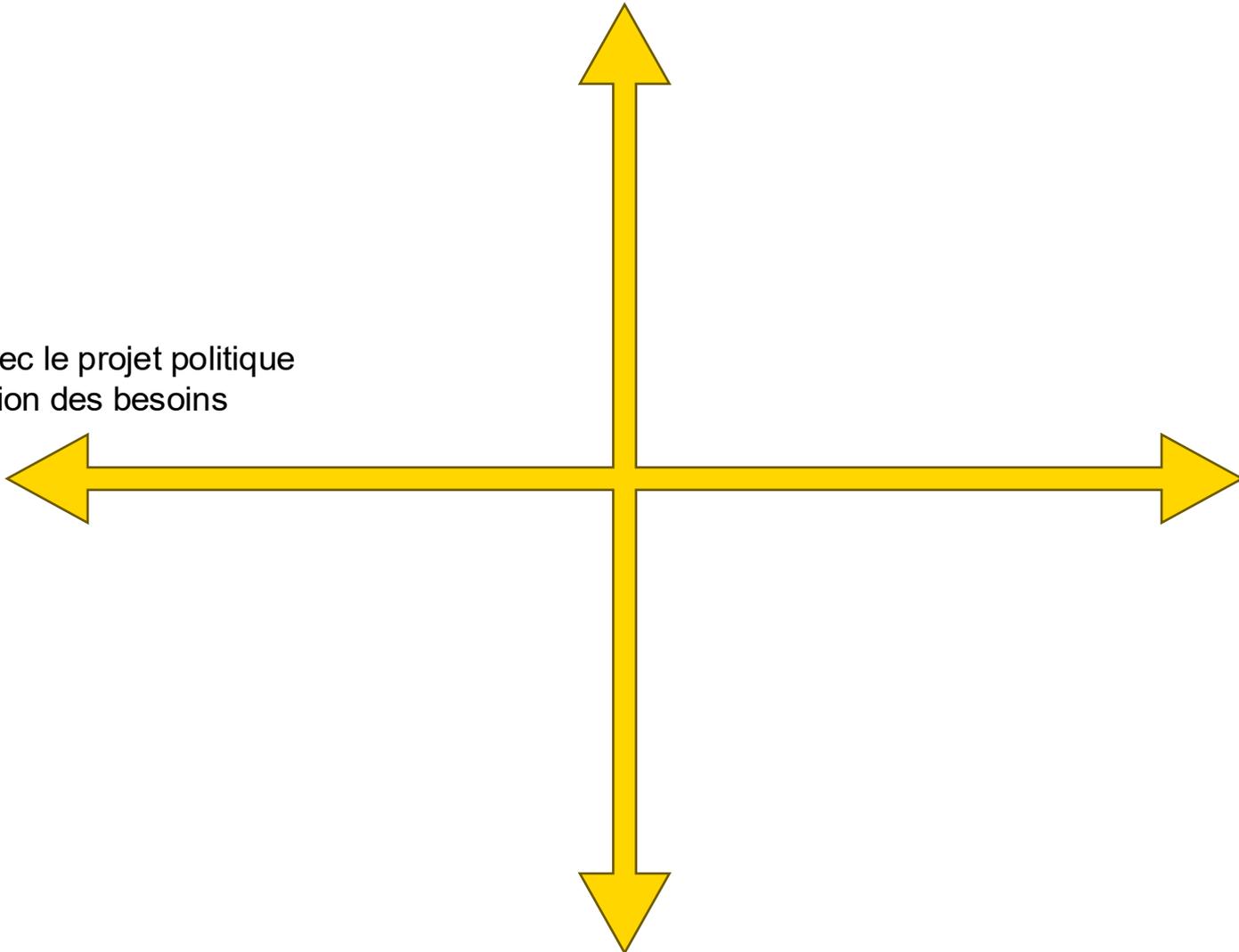
Ce qu'il faudrait questionner politiquement, c'est la cohérence entre l'usage des ressources (financières, humaines et naturelles) et le projet porté par la collectivité

- **La répartition effective des ressources de la collectivité est-elle en phase avec les orientations stratégiques affichées ?** L'enjeu est moins de se prononcer sur chaque projet séparément que l'allocation de la ressource que cela dessine
- **Quels sont les décalages entre la hiérarchisation des besoins et l'affectation des ressources ?** Plus la ressource est en tension, plus cette question est importante : c'est vrai pour les budgets publics, comme pour l'eau ou les sols.

# Proposition de matrice pour cibler les dépenses/actions à mettre en débat

Poids dans les dépenses (€€ ou RH)  
de la collectivité

Cohérence avec le projet politique  
/ priorisation des besoins



# Repeupler les discussions budgétaires pour mieux appréhender l'impact des coupes

Le problème des débats budgétaires, c'est qu'ils sont souvent désincarnés. On parle de chiffres abstraits, sans toujours savoir à quoi cela correspond concrètement.

- « *Pourtant, 5% du budget la voirie, de la culture ou du social, ce n'est ni les mêmes montants, ni les mêmes impacts* » (candidate dans le Rhône)
- Pour que les débats budgétaires soient saisis par d'autres que les quelques élus à l'aise avec les chiffres (souvent en charge des finances), il faut expliciter les implications des choix budgétaires.

*« Il faudrait que les coupes budgétaires fassent l'objet **d'études d'impact social** avant d'être mises en débat politiquement »* (candidate dans les Pyrénées-Atlantiques) :

- Quelles sont les personnes affectées par ces coupes ? Tant du côté des bénéficiaires que des agents publics.
- Et quel serait l'impact de ces coupes sur la capacité de ces personnes à répondre à leurs besoins ? Ce qui varie en fonction du niveau de revenu et des autres ressources auxquelles elles ont accès.

Pour éviter que la gestion de la pénurie ne renforce les inégalités, on a besoin d'outils pour souligner que leurs effets sont socialement différenciés.